

le conseil demandait à Pearson de présider un comité pour étudier le resserrement de la coopération économique et politique entre les alliés (documents 476 et 485 à 491), il mettait en place un nouveau mécanisme pour coordonner les activités de l'alliance. Composé de la Grande-Bretagne, de la France et des États-Unis, le nouveau Comité du conseil temporaire agissait un peu à la façon d'une «chambre étoilée» pour évaluer la contribution de chaque membre à l'alliance (documents 494 à 504). Cette expérience de coordination des ressources économiques et militaires était loin d'être populaire à Ottawa.

En 1951, l'ombre de la guerre froide planait sur presque chaque dimension des relations extérieures du Canada. Par exemple, malgré le programme de restriction financière imposé dans la foulée de la guerre de Corée, de nouvelles missions ont été ouvertes au Portugal — pour consolider les relations avec un allié de l'OTAN (documents 12 à 14) — et en Finlande — pour renforcer la fragile indépendance de cette république balte face à l'Union soviétique (documents 7 à 11). Dans le même ordre d'idées, un traité de paix a été conclu avec le Japon (documents 950 à 968) et le règlement d'après-guerre avec l'Italie a été révisé (documents 897 à 902) de façon à donner satisfaction à ces nouveaux alliés de la guerre froide. Les anciennes amitiés ont acquis un nouveau sens dans ce contexte bipolaire tendu, comme l'attestent les documents sur la vente de blé canadien à la Norvège (documents 903 à 908).

La lutte entre le Bloc soviétique et les États-Unis et leurs alliés a également influé sur la situation économique internationale. Les problèmes suscités par l'expansion du marché mondial de l'or, par exemple, ont affecté les relations du Canada avec le Fonds monétaire international (documents 294 à 296). D'une manière plus significative, Ottawa a été mêlé de près au travail de la nouvelle Conférence internationale sur les produits de base, qui cherchait à répartir de façon équitable des matières premières rares entre les pays occidentaux et non alignés (documents 298 à 337). En plus de veiller à ce que les alliés jouissent de suffisamment de ressources pour se réarmer, le Canada a continué de limiter le commerce avec le Bloc soviétique (documents 864 et 865) et la Chine (documents 946 à 948). Naturellement, les thèmes de la guerre froide dominent le chapitre qui porte directement sur l'Union soviétique et l'Europe de l'Est (chapitre 9). Ce volume documente particulièrement le souci du gouvernement d'anticiper la politique étrangère de Moscou (documents 924 à 926) et se penche sur les tentatives soutenues du Canada de livrer une guerre psychologique en Europe de l'Est (documents 938 et 939).

La fin de l'année a amené une légère baisse des tensions est-ouest. Au début de juillet, une initiative soviétique a encouragé les États-Unis et la Chine à amorcer le difficile processus de négociation d'un cessez-le-feu en Corée. Le Canada n'a pas été partie prenante à toutes les dimensions des négociations et ce volume ne tente pas de rendre compte de l'ensemble de ces discussions. Il met plutôt l'accent sur les événements d'un intérêt particulier pour le Canada. Par conséquent, une bonne part des documents sur cette question font état des efforts de Pearson en vue de modérer le langage que Washington souhaitait utiliser pour avertir Pékin des conséquences de toute violation d'une trêve (documents 155 à 179). Lors de la 6^e assemblée générale des Nations unies, la réduction des tensions internationales s'est traduite dans la décision de l'assemblée de réunir la Commission de l'énergie atomique de